



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1951>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1980 - N° 784 - décembre 1980 -

Date de mise en ligne : mercredi 8 octobre 2008

Date de parution : décembre 1980

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

On peut lire dans la conclusion d'un récent rapport de l'O.C.D.E. qui vient de paraître sous le titre « Changement technique et politique économique » : « Les problèmes les plus difficiles ne viennent pas du potentiel scientifique et technologique en tant que tels, mais plutôt de la capacité de nos systèmes économiques à faire de ce potentiel un usage satisfaisant. Le succès des politiques d'adaptation dépendra largement de l'aptitude de nos sociétés à exploiter leur capital intellectuel et technologique afin de répondre aux défis sociaux et économiques qui nous attendent dans les vingt dernières années de ce siècle... »

Le changement technique, pas plus que la croissance économique n'est une fin en soi : il doit trouver sa limite ultime et l'indispensable soutien politique dans sa correspondance étroite avec les aspirations et les décisions des populations de nos pays. »

L'analyse est effectivement bien faite mais rien ne sera possible tant que l'on restera en économie de profit.

*

A propos de progrès technologiques, les Américains envisagent de « réindustrialiser » les Etats-Unis sur le modèle japonais. Il est vrai que dans l'optique capitaliste l'exemple du Japon fait rêver : dans la revue « Energies » du 10 octobre dernier, on pouvait lire sous le titre « Perspectives Japonaises : « Pour les huit premiers mois de 1980, le volume des exportations japonaises a progressé de 14% ». Ce résultat est dû en majeure partie à un accroissement de la compétitivité du Japon sur les marchés extérieurs grâce notamment à des innovations technologiques.

Par exemple, un nouveau câble de transmission et un « robot père ». Ainsi la Compagnie Nipponne des Téléphones a lancé le 5 septembre dernier un système de transmissions par fibres optique capable de fournir 25 fois plus d'informations que les câbles classiques ; il sera vendu dans maints pays.

Quant au « robot constructeur d'autres robots », c'est la firme Fujitsu qui a récemment présenté un prototype digne de la science fiction : le « robot père » fournit en pièces brutes et en éléments mâtalliques les machines automatiques ^o1, selon des programmations par ordinateurs et avec des microprocesseurs, seront produits d'autres robots semblables... ».

*

Mme Brigitte Gros, sénateur des Yvelines, aurait dû mieux se documenter avant de rédiger son rapport pour le Président de la République, consacré à « L'avenir de l'automobile en France ». Mme Gros conclut en effet qu'il faut robotiser l'industrie automobile pour résister aux Japonais, autrement dit, qu'il faut remplacer l'homme par la machine. Jusque là nous applaudissons. Mais là nous nous marrons c'est quand elle ajoute « Les hommes qui ne travailleront plus à la chaîne pour fabriquer des voitures seront, après un cycle de formation, employés à fabriquer des robots ». A mon avis, elle n'est pas au courant !

*

Autre chose : « La France a-t-elle un déficit commercial ? ». C'est la question que se posait L. Lammers dans la revue « Energies » du 24 octobre dernier. Constatant qu'entre les recettes des pays pétroliers du Golfe Persique et leurs dépenses il existe une différence de vingt milliards (pour la période 1974-1979 inclus), L. Lammers écrit :

« Cette différence ne peut évidemment provenir que des pays excédentaires puisque les pays en déficit ont obligatoirement une comptabilisation plus transparente des mouvements de fonds. Après »

enquête, il apparaît que la seule explication possible est celle des ventes d'armements, qui s'effectuent dans des conditions de secret et d'opacité de nature à modifier le sens de bien des déclarations.

Pour ce qui concerne la France, il faut par exemple savoir que les statistiques du commerce extérieur des armes ne sont pas enregistrées dans leur totalité. Si l'on trouve, en effet, traces des petits matériels de guerre ou protection intérieure (pistolets, fusils, mitrailleuses légères, munitions, etc.), en revanche les matériels lourds et les matériels sophistiqués n'apparaissent jamais, ni en nombre ni en valeur, et les statistiques douanières ne les reprennent jamais. Ces matériels sont tellement gros qu'ils deviennent aveuglants...

Mais alors, dans ces conditions, que penser du déficit commercial de la France ? Et de celui des autres pays ? Car cette situation ne concerne pas que les pays du Golfe. Pour en rester dans leur secteur cependant, disons que la France entretient une très importante mission militaire en Arabie Saoudite, par exemple, là où nous avons quasiment le monopole du matériel blindé, l'aviation étant un domaine réservé à l'armement américain. La France n'est pas inactive non plus dans les autres pays. Donc, une bonne question est : quelle est la véritable position de la balance commerciale de la France avec les pays pétroliers, toutes ventes incluses ? Mais la réponse est difficile. sinon impossible. »